



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de
conseillers en
exercice : 33

Séance du lundi 09 décembre 2019

Extrait de la délibération affiché le **17 décembre 2019**.

L'an deux mille dix-neuf, **le neuf décembre à dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 02 décembre, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Corinne **LEVILLAIN**, Patricia **DUVAL**, Alexandre **MORA**, Pascal **LEFEBVRE**, Jean-Pierre **QUEMION**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS** (présent à partir de la délibération n°182), Gérard **DELAHAYS**, Stéphanie **ONFROY**, Juliette **LOZACH**, Jérôme **DUBOST**, Martine **LESAUVAGE** (présente à partir de la délibération n°182), Fabienne **MALANDAIN**, Nada **AFIOUNI** (présente à partir de la délibération n°182), Damien **GUILLARD**, Gilles **BELLIERE**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir

Marie-Paule **DESHAYES** donne pouvoir à Nicole **LANGLOIS**
Karine **LOUISET** donne pouvoir à Gilbert **FOURNIER**
Franck **DORAY** donne pouvoir à Laurent **GILLE**
Hélène **SAMPIC** donne pouvoir à Dominique **THINNES**
Sophie **CAPELLE** donne pouvoir à Patricia **DUVAL**
Liliane **HIPPERT** donne pouvoir à Jean-Luc **GONFROY**

Excusés

Emmanuel **DELINEAU**
Frédéric **LE CAM**

Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 09 décembre 2019

2019.12/209

ENVIRONNEMENT SANTE PREVENTION ET CADRE DE VIE. - VIE DES QUARTIERS - POLITIQUE DE LA VILLE – GIP COVAH – RAPPORT ANNUEL 2018 – ADOPTION

Monsieur Pascal LEFEBVRE, Conseiller Municipal Délégué. Depuis le décret n° 2015-1118 du 3 septembre 2015 relatif au rapport sur la mise en œuvre de la politique de la ville prévu à l’articles L. 1111-2 du CGCT, « *dans les communes et établissements publics de coopération intercommunale ayant conclu un contrat de ville [etc...], le maire et le président de l'établissement public de coopération intercommunale présentent à leur assemblée délibérante respective un rapport sur la situation de la collectivité au regard de la politique de la ville.* »

Ce document, en accord avec les services de l’Etat, est constitué du rapport d’activités 2018 du GIP COVAH (tel qu’adopté lors de l’Assemblée Générale du GIP en date du 1^{er} avril 2019) et d’annexes.

Le rapport se doit dans la mesure du possible, de traiter des sujets suivants :

- Principales orientations du contrat de ville ;
- Evolution de la situation dans les quartiers prioritaires concernés (au regard des objectifs poursuivis) ;
- Recensement des actions menées au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires au titre de l'année écoulée par l'établissement public de coopération intercommunale et par les communes ;
- Perspectives d'évolution au regard des résultats obtenus et des moyens mobilisés, ainsi que les améliorations qui paraissent nécessaires à la poursuite des objectifs du contrat de ville, y compris au titre du renforcement des actions de droit commun, à la coordination des acteurs et des politiques publiques, à la participation des habitants ou à l'évaluation des actions ou programmes d'intervention ;
- Articulation entre les volets social, économique et urbain du contrat de ville et, s'il y a lieu, avec les opérations d'aménagement au titre du programme national de renouvellement urbain.

La population géo prioritaire de la communauté urbaine, représente le poids démographique suivant :

Typologie prioritaire	Population	Poids dans la CU (*)
Quartiers Politique de la Ville (QPV)	43.100 hab.	15,8%
Territoires de Veille Active	13.100 hab.	4,8%
(*) : 273 568 habitants (INSEE 2019)	TOTAL =	20,6%

Pour 2018, il est à noter les évolutions suivantes :

- Les crédits « Politique de la Ville » de l’Etat, délégués au territoire, ont augmenté depuis 2014, de +36,7% (Relativement aux crédits CGET 2019, la progression sera de presque 40%) ;
- Les actions de niveau communal, ont, parallèlement, bénéficié de cette progression ;
- Le volet intercommunal de ces crédits, pèse désormais pour 37,8% de la programmation (Contre 24,4% en 2017) ;
- Conformément à l’objectif de 10% minimum, posé par l’Etat, l’année 2018 a été marquée par un poids du pilier prioritaire du contrat de ville, intitulé « Développement économique & Emploi », correspondant à 27% des crédits CGET annuels délégués au territoire (Contre 21% en 2017).

A titre d'exemples, parmi les plus de 100 actions soutenues :

- Le Pôle Mobilité (Inclusive) aura intégré près de 600 bénéficiaires dont plus de 10 habitants proviennent de Gonfreville-l'Orcher, 20 d'Harfleur et 10 de Montivilliers ;
- L'action portée par la ville du Havre « Itinéraires vers l'emploi » (comportant la Clause d'insertion à une échelle plus intercommunale) aura touché plus de 60% de bénéficiaires en provenance de Quartiers Politique de la Ville (QP) ;
- Les Pôles d'Insertion Professionnelle auront accompagné plus de 200 personnes, répartis principalement entre Gonfreville-l'Orcher (60%) et Harfleur (35%) ;
- L'aide aux victimes du AVRE 76 aura bénéficié à plus de 1.200 habitants sur toute la CU et même au-delà, dont environ 30 habitants sur chacune des communes de Gonfreville-l'Orcher, d'Harfleur et de Montivilliers ;
- Ou encore, les antennes de proximité du CLHAJ 76 qui auront accueilli plus de 200 jeunes, dont près de 60 habitants proviennent de Gonfreville-l'Orcher, 35 d'Harfleur et 30 de Montivilliers ;
- Etc...

Il vous est proposé d'adopter le rapport annuel 2018, tel que présenté en annexe.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment son article L.1111-2 ;

VU le décret n° 2015-1118 du 3 septembre 2015 relatif au rapport sur la mise en œuvre de la politique de la ville prévu aux articles L.1111-2 et L.1811-2 du CGCT ;

CONSIDERANT

- Que l'obligation faite au maire de présenter un rapport sur la situation de la collectivité au regard de la politique de la ville ;
- Que le GIP CoVAH est l'organe à la disposition de l'Etat et des collectivités, pour mettre en œuvre la nouvelle génération de contrats de ville, dans notre agglomération ;
- Qu'il convient d'adopter le rapport annuel 2018 ;

Sa commission municipale n°2, Manifestations publiques, Culture, Patrimoine culturel, Vie associative, Environnement, Communication, Vie des quartiers et Accessibilité réunie le 27 novembre 2019 ayant donné un avis favorable ;

VU le rapport de Monsieur le Conseiller Municipal Délégué, chargé de la sécurité, de la circulation et de la prévention, du protocole, de la vie des quartiers et des manifestations patriotiques ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **D'adopter le rapport annuel 2018, relatif à la mise en œuvre de la Politique de la Ville à l'échelle de notre agglomération.**

~ Sans incidence financière ~

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Ainsi délibéré, les jours, mois et années susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.